



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article979>

# 27 septembre : toutes et tous en grève dans l'éducation !

- En lutte -



Date de mise en ligne : mardi 20 septembre 2011

---

L'École Émancipée

---

En Europe, les plans d'austérité se succèdent à un rythme de plus en plus soutenu : la Grèce, qui sera immanquablement suivie par les autres pays européens à des degrés divers, subit une politique d'asphyxie financière dont les conséquences, sur le plan économique et social, sont désastreuses (baisse des salaires et des pensions, licenciement de milliers de fonctionnaires, privatisations dans tous les services publics ...).

En France, c'est bien évidemment un plan d'action de grande ampleur qu'il faudrait au mouvement social pour mettre en échec la politique d'austérité du gouvernement. Sous prétexte d'équité, celui-ci prévoit de faire contribuer les plus riches à hauteur de 200 millions d'euros tout en préservant les niches fiscales pour un montant d'environ 140 milliards !

Dans ce contexte, les confédérations peinent à proposer des modalités d'action claires pour la journée du 11 octobre prochain et n'envisagent pas pour l'instant de mettre en perspective une euro-grève, à l'échelle européenne, en y associant les mouvements des « indigné-e-s ».

La grève du 27 septembre dans l'éducation sera-t-elle l'occasion, à notre niveau, de dynamiser le mouvement social ? C'est ce que nous souhaitons et c'est la raison pour laquelle nous devons nous en emparer pour manifester la colère du monde enseignant sur les conditions de la rentrée scolaire et plus généralement sur l'échec de la politique du gouvernement en matière d'éducation. La question de la RGPP (révision générale des politiques publiques avec la suppression d'un poste de fonctionnaire partant à la retraite sur deux) est plus que jamais d'actualité. Les conséquences de cette politique (-56000 postes dans l'éducation en 4 ans) conduisent à une dégradation sans précédent du service public, dans l'éducation comme dans les autres services publics.

On perçoit bien aujourd'hui que cette question va se révéler symbolique de la volonté des classes dominantes de faire payer exclusivement les conséquences de la crise aux salariés, retraités et chômeurs, comme c'est le cas en Grèce, Espagne ou en Italie. Nous devons résister face à cette politique et ses conséquences et réhabiliter l'idée d'un service public fort au service de tous et en particulier des plus fragiles.